

S O S L H 273/13

6151

(1944)

Liquidation des comptes du Réseau Etat à fin 1937 - Rejet de subventions et rectifications de primes -
 Détermination des sommes devant revenir à la SNCF par prélèvement sur le solde disponible du Fonds de
 réserve des primes de l'ex-Réseau de l'Etat

- Liquidation des comptes du Réseau Etat à fin 1937
- Rejet de subventions et rectifications de primes
 - Détermination des sommes devant revenir à la SNCF par prélèvement sur le solde disponible du Fonds de réserve des primes de l'ex réseau Etat

Lettre du Réseau Etat au M.T.P.	8.12.39	<i>uniqua</i>
Avis COM ; Vér. Comptes (4560)	20. 3.43	<i>uniqua</i>
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	25. 2.44	

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 25 février 1944

C O P I E

D. 92216 - 1

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date du 8 décembre 1939, dont copie ci-jointe, la Président du Comité Spécial d'Administration des Chemins de fer de l'Etat vous a demandé de verser à la S.N.C.F., par prélèvement sur le Fonds de réserve des primes de l'ex-Réseau de l'Etat, la somme de 303.778 fr 85, représentant les subventions rejetées des comptes et les rectifications de primes "Réseau" ayant fait l'objet de décisions de la Commission de Vérification des Comptes pour les exercices 1932 à 1937.

Ce versement a été différé en raison de nouveaux redressements que la Commission de Vérification des Comptes se proposait de retenir dans l'arrêté définitif des comptes du Réseau de l'Etat pour l'exercice 1937.

Le Rapport 4560, du 20 mars 1943, de ladite Commission, arrêté définitivement à la somme de 304.489 fr 78 le montant des rejets de subventions et des rectifications de primes que la S.N.C.F. doit recevoir par prélèvement sur le solde disponible du Fonds de réserve des primes de l'ex-Réseau de l'Etat.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien nous adresser un mandat de la somme de 304.489 fr 78 précitée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,
Signé : FOURNIER.

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à
l'Economie Nationale et aux Finances,-